

Paris, le 13 mai 2008

## **Moins de professeurs et moins d'adultes dans les établissements, c'est moins de chance de réussite pour les élèves !**

Non ! La suppression de 11200 postes dans l'éducation nationale n'est pas due à une baisse d'effectifs dans les écoles, les collèges et les lycées ! C'est une décision prise pour faire des économies sur le budget de l'état et mieux répondre aux directives européennes. Ces mesures drastiques ont de graves conséquences à la fois pour les enseignants et personnels des établissements (augmentation des heures supplémentaires, classes surchargées, explosion de la précarité...) mais également pour les élèves touchés de plein fouet :

- Augmentation du nombre d'élèves par classe
- Fermeture de classes dans le primaire et le secondaire
- Suppression des BEP
- Suppression d'une année d'études pour les élèves des lycées professionnels
- Suppression des dédoublements de classes
- Suppression d'options et d'enseignements
- De nombreux remplacements non assurés par manque d'enseignants
- 

### **Les différentes propositions de réforme de l'éducation sonnent le glas de l'éducation nationale :**

- Des nouveaux programmes dans le premier degré qui remettent en cause une pédagogie critique
- La suppression de la carte scolaire qui va toucher les établissements des quartiers populaires, déjà en grand manque de moyens
- Une plus grande autonomie et une mise en concurrence des établissements. Que vont devenir les programmes nationaux et les diplômes ?
- Un financement au mérite qui renforce les inégalités entre établissements
- Une privatisation de l'éducation nationale par un désengagement financier de l'état
- La liquidation du statut de la fonction publique dans l'éducation

### **Toutes ces attaques sont la continuité d'une casse globale du service public d'enseignement, d'une sélection dans les lycées et à l'entrée des universités, déjà amorcée avec la Loi d'autonomie des Universités.**

Dernièrement, V.Pécresse a annoncé vouloir attribuer le budget aux universités en fonction du nombre d'étudiant-e-s passant les examens, et non plus en fonction du nombre d'inscrit-e-s. Ce projet serait l'occasion d'une nouvelle réduction des financements publics, ce qui encouragerait de nouveau les universités à se tourner vers la recherche de fonds privés, en formatant les enseignements selon les besoins économiques des "partenaires" privés. Au delà, c'est une nouvelle offensive contre le monde du travail (baisse du pouvoir d'achat, casse des retraites, de la couverture maladie, du droit du travail...)

Le gouvernement veut construire une éducation à deux vitesses, au service des besoins économiques. Tout cela est inacceptable ! Nous soutenons toutes les mobilisations et appelons à les amplifier partout afin de construire un mouvement de grève reconductible national.

Nous demandons la titularisation de tous les personnels, la création de postes, en fonction des besoins réels, l'abandon des réformes en cours, l'augmentation des salaires.